

# Syrie : une crise à hauts risques

**Jules Thibault\***

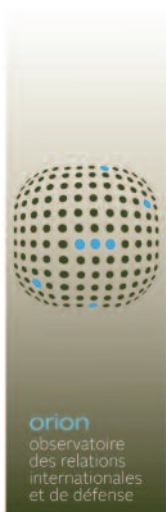
*\* Chercheur,  
spécialiste du Moyen-Orient*

**D**epuis le mois de mars 2011, un mouvement de révolte populaire s'est emparé de la Syrie sans parvenir à renverser le régime de Bachar El-Assad. Au fil des mois, il a éveillé la conscience politique de la population et créé un sentiment de solidarité et de responsabilité dépassant partiellement les clivages communautaires et sociaux qui traversent la société syrienne. Pour se maintenir au pouvoir, les autorités syriennes ont choisi de recourir massivement à la violence et d'imposer une grille confessionnelle du conflit, conduisant leur pays au bord d'une guerre civile.

Si l'opposition se structure à l'étranger avec la création du Conseil national syrien (CNS), elle reste encore dispersée en Syrie où la situation diffère fortement d'une région à l'autre. Les attaques armées menées récemment contre les forces de sécurité attestent d'un changement de registre contestataire. Les liens complexes qui unissent le Liban et la Syrie rendent possible le débordement du conflit syrien au Proche-Orient. Dans ces conditions, la Syrie apparaît de plus en plus comme une crise à hauts risques demandant une attention soutenue et un engagement diplomatique accru.

## LA SYRIE AU BORD DE LA GUERRE CIVILE

Alors que les mouvements de contestation en Tunisie ou en Egypte ont rapidement réussi à faire chuter les régimes de Ben Ali et Moubarak, le régime syrien fait face au mouvement de contestation depuis plus de huit mois. Au début de l'année 2011, Bachar El-Assad (arrivé au pouvoir en l'an 2000 suite au décès de son père) a su jouer de son image réformatrice et de quelques gestes d'apaisement pour prévenir une diffusion du mécontentement. En même temps, les autorités ont pris de nombreuses mesures sécuritaires en se préparant à l'épreuve de force. Une fois celle-ci engagée à la fin mars avec l'extension des troubles aux principales villes du pays, le régime a développé une





## Syrie : une crise à hauts risques

double stratégie en réprimant et en compartimentant le conflit. Une telle stratégie a pleinement fonctionné dans le contexte syrien, permettant au régime de résister en conservant son emprise sur Damas et Alep.

En Syrie, l'armée a été marginalisée (à l'exception de quelques forces prétoriennes) au profit de forces de sécurité entraînées et préparées à réprimer des mouvements de contestation. Leur forte cohésion et leur expérience coercitive contre la population expliquent la capacité du régime à mener des opérations de répression de grande ampleur. Le régime a aussi développé des milices (*chabbiha*) : elles ont pour fonction d'intimider la population et de mener des exactions sans que ne puisse être fait de lien avec les autorités. Les miliciens assument un rôle grandissant dans la répression et ont pris part aux attaques contre les représentations diplomatiques françaises et saoudiennes les 12 et 13 novembre 2011. Les *chabbiha* apparaissent de plus en plus comme l'expression de la nature profonde du régime, qui s'est constituée contre l'Etat. L'Iran a aussi apporté une aide matérielle et logistique ainsi que son savoir-faire en matière de répression à Damas. Au final, la répression est massive : les chiffres donnés par les organisations internationales dépassent aujourd'hui les 3600 victimes, mais ils sont sans doute largement plus élevés. Au-delà du nombre, c'est un véritable règne de la terreur que veut instaurer le régime par un usage extensif de la torture et la diffusion de ses pratiques morbides. Mais le caractère dissuasif de la répression agit de moins en moins puisque la population continue de manifester, malgré l'augmentation du nombre de morts.

La seconde carte du régime est de jouer avec la mosaïque syrienne. D'une part, il a tout fait pour imposer une lecture confessionnelle du conflit opposant une majorité sunnite voulant prendre sa revanche sur la minorité alaouite et les communautés chrétiennes, pour faire du régime le seul garant de l'unité nationale. Ainsi, le régime prend en otage les groupes minoritaires pour lier son destin au leur. Cette thèse relayée massivement par les médias proches du pouvoir syrien produit des effets (notamment au Liban) même si elle cache difficilement la dimension populaire et intercommunautaire de la contestation. D'autre part, le régime cherche à compartimenter la contestation. Au départ, des plans de rupture des moyens de communications ont entravé la diffusion de la révolte. La multiplication des barrages et des check-points entre les villes et les villages a conforté l'émiettement de l'espace syrien sur des bases communautaires. Cette stratégie limite les possibilités d'unification de la contestation et explique la grande diversité des situations observées entre les régions de Syrie. Mais elle nourrit des conflits locaux qui pourraient resurgir dès que les communications et les échanges seront rétablis.



## Syrie : une crise à hauts risques

S'interdisant toute concession envers l'opposition, le régime se ferme toute porte de sortie tandis que son obsession répressive a conduit le pays dans l'impasse. Au niveau économique, rien n'a été prévu pour contenir un mouvement de contestation de longue haleine et un isolement international croissant. Les sanctions prévisibles sur le pétrole et le gaz n'ont pas été anticipées. Les coupures de courant sont monnaie courante même dans le centre de Damas tandis que les prix des denrées alimentaires augmentent et les produits de première nécessité viennent à manquer. L'effondrement de l'activité économique entraîne une hausse du chômage et affaiblit le soutien d'une partie de la bourgeoisie d'affaires au régime. Certes, ce dernier est prêt à dilapider toutes ces ressources pour continuer l'épreuve de force. Mais le choix de la répression engendre progressivement un délitement de l'Etat et un affaiblissement des modes de régulation sociale propres à la société syrienne. On observe actuellement une criminalisation de la répression tandis que la corruption et l'incompétence gagnent des institutions étatiques dont la fonction ne consiste plus qu'à protéger les intérêts du clan El-Assad. Le délitement accéléré de l'Etat s'accompagne d'une méfiance mutuelle croissante entre les communautés. Si le régime s'est jusque-là maintenu, les conditions se mettent peu à peu en place pour que s'enclenche une guerre civile sur des clivages communautaires<sup>1</sup>.

Le risque de guerre civile est accentué par le recours à la violence armée au sein de l'opposition. Au niveau du discours, la résistance armée est aujourd'hui justifiée par une partie de l'opposition pour faire face à la répression et protéger la population des exactions. Dans la pratique, le recours à la violence est rendu possible par une hausse des défections dans les rangs de l'armée. Ces déserteurs, rejoints par des civils, ont commencé à mener des opérations armées, notamment contre des lieux symboliques du pouvoir comme des bureaux du parti Baas ou des bâtiments des services de renseignement. Mais les principales cibles semblent être les transports des forces de sécurité. A terme, leur mobilité pourrait se réduire, limitant encore plus la capacité du régime à contrôler le territoire. Déjà, les forces de sécurité ne peuvent qu'effectuer des interventions ponctuelles dans les provinces de Hama, Homs ou Idlib. Deraa et Dayr Zor deviennent aussi de moins en moins accessibles. Dès lors se pose la question de l'avenir de ces poches contestataires. Si l'opposition les présente comme des foyers de résistance au régime, il ne faut pas écarter qu'elles soient investies par des éléments extérieurs au conflit ou des groupes radicaux dont l'objectif n'est aucunement la chute

1. Nous nous permettons de renvoyer aux rapports de l'International Crisis Group pour une analyse approfondie de la stratégie répressive du régime et du délitement de l'Etat. « Popular Protest in North Africa and the Middle East (VII). The Syrian Regime Slow-Motion Suicide », *North Africa/Middle East Report*, N° 109, 13 juillet 2011 et « Uncharted Waters. Thinking Through Syria's Dynamics », *Middle East Report*, N° 31, 24 novembre 2011.



## Syrie : une crise à hauts risques

de El-Assad. Une telle inconnue n'est aucunement levée par l'Armée syrienne libre (ASL). Formée principalement de déserteurs et dirigée depuis la Turquie, elle veut fédérer et organiser la lutte armée contre le régime. Même si elle revendique les principales opérations, sa capacité à intégrer différentes forces d'opposition dans une entité hiérarchique et organisée n'est pas encore démontrée.

La crise syrienne est indéniablement entrée dans une nouvelle phase. Le scénario d'un étouffement de la contestation, laissant des plaies béantes dans une société syrienne et un pays diplomatiquement marginalisé et économiquement à genoux, semble s'éloigner. Loin de garantir une transition politique sans heurts, l'effondrement du régime risquerait d'ouvrir la voie à une guerre civile en Syrie. Les contrecoups au Moyen-Orient d'une telle issue ont poussé les principales puissances régionales à intervenir.

### LA RÉGIONALISATION DE LA CRISE SYRIENNE

La Syrie a longtemps bénéficié d'une situation internationale favorable lui permettant de réprimer sans subir une trop forte pression diplomatique. Les pays européens, la France en tête, ont très tôt et à plusieurs reprises condamné le régime syrien pour ses exactions. Mais au niveau diplomatique, ils n'ont pas réussi à rééditer la performance obtenue contre la Lybie avec le vote de la résolution 1973, ouvrant la voie à une intervention militaire contre le régime de Kadhafi. Aux Nations unies, les tentatives pour obtenir le vote de sanctions contre Damas se sont soldées par plusieurs échecs, le dernier remontant à début octobre. La Russie et la Chine ont systématiquement menacé d'opposer leur veto, entraînant dans leur sillage d'autres membres du conseil de sécurité comme l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, sans parler du Liban, à refuser de voter des sanctions. Seule une déclaration de principe condamnant « les violations généralisées des droits de l'homme en Syrie et l'usage de la force contre les populations civiles » a été adoptée le 3 août 2011. Une autre résolution de principe a été adoptée par la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies le 22 novembre. Elle condamne la répression sanglante des manifestations en Syrie et la « persécution » exercée par le régime syrien. Face au refus de la communauté internationale d'aller au-delà des condamnations de principe, les Européens ont adopté des sanctions unilatérales depuis mai : elles ont d'abord visé les personnalités et les entités liées à la répression, puis les importations de pétrole syrien, interdites depuis septembre.



## Syrie : une crise à hauts risques

Le pourrissement de la situation en Syrie pousse les puissances régionales à tenter de circonscrire le conflit en isolant diplomatiquement Damas. La première puissance à avoir pris ses distances avec la Syrie est la Turquie. Depuis 2004, Ankara a noué un partenariat stratégique avec Damas que les mouvements de révolte dans le monde arabe est venu mettre à mal. Gênée par la répression et voulant s'ériger en modèle démocratique pour le monde arabe, la Turquie a peu à peu lâché son ancien allié syrien jusqu'à accueillir sur son sol les forces d'opposition du CNS et de l'ALS. Les dirigeants turcs viennent d'envoyer plusieurs signaux pour dire que leur patience a des limites : le 22 novembre, les déclarations du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, ont comparé El-Assad aux pires dictateurs et l'ont appelé à quitter le pouvoir alors que le chef d'état-major de l'armée de terre effectuait une visite dans la zone frontalière avec la Syrie. Le lendemain, le président de la République, Abdullah Gül, évoquait les risques d'affrontements entre sunnites et chiïtes qui « replongeraient le monde musulman au Moyen Age. » Malgré les rumeurs, la création par la Turquie d'une zone-tampon sur le territoire syrien semble encore hâtive. Elle marquerait une rupture avec la posture stratégique d'Ankara au Moyen-Orient et aurait une utilité faible du fait de la quasi autonomie de la province d'Idlib.

Depuis novembre, la Ligue arabe est entrée dans le jeu diplomatique pour tenter de sortir de crise. Le 3, les pays arabes ont proposé un plan à Damas qui l'a formellement accepté mais n'a pris aucune mesure pour le faire appliquer. Le 12 novembre, la Ligue arabe a pris la décision de suspendre la Syrie de l'organisation, décision votée par 18 membres sur 22 (le Liban et le Yémen ont voté contre, l'Irak s'est abstenu et la Syrie a refusé de prendre part au vote). Cette décision saluée par les pays occidentaux modifie la donne régionale. Des pays arabes hostiles au Printemps arabe comme l'Arabie saoudite en viennent à soutenir un mouvement de contestation populaire et le changement de régime en Syrie. Le roi Abdallah II de Jordanie a même appelé Bachar El-Assad à quitter le pouvoir. Le 27 novembre, la Ligue arabe a pris des sanctions pour geler les comptes du gouvernement syrien et limiter les déplacements de ses dirigeants.

Si la Russie a désapprouvé l'action de la Ligue arabe, l'isolement diplomatique croissant de la Syrie peut affaiblir le régime et amener ses derniers soutiens à faire défection. Néanmoins, plusieurs acteurs régionaux voient d'un assez mauvais œil l'activité diplomatique déployée par certains pays arabes. L'Iran et l'Irak se sentiraient affaiblis par un renversement du régime El-Assad qu'appellent de leurs vœux les pays



## Syrie : une crise à hauts risques

arabes sunnites. De plus, l'engagement diplomatique de la Ligue arabe intervient alors qu'Israël vient de renouveler ses menaces de frapper l'Iran pour stopper son programme nucléaire. Dans ce contexte de tensions, le risque d'une internationalisation du conflit, transformant la Syrie en champ d'affrontements des puissances régionales, n'est pas à écarter.

Le second risque est l'extension possible du conflit au Liban. Le pays du Cèdre et la Syrie entretiennent des liens multiples et complexes. Si jusqu'à présent les forces politiques libanaises tendent à partager la lecture confessionnelle du conflit syrien qu'a véhiculée le régime de El-Assad, elles sont plutôt restées en retrait, n'apportant qu'une aide limitée aux forces en présence. La possible militarisation du conflit et l'investissement des puissances risquent d'entraîner une fuite en avant au Liban. Le Hezbollah semble de plus en plus contraint de jeter ses forces dans la bataille syrienne, non seulement pour aider son allié, mais aussi pour lutter contre ce qui est perçu comme une attaque contre l'axe de la résistance, qui lie l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. De même, la perspective d'un effondrement du régime syrien pourrait conduire les forces politiques sunnites à tenter de pousser leur avantage au Liban.

### CONCLUSION

La crise syrienne est lourde d'incertitudes. Tant le contexte interne, où se mettent en place les ferments d'une guerre civile, que les risques d'une régionalisation du conflit sur le territoire syrien et libanais, appellent à contenir une situation explosive sans pour autant réduire la pression sur le régime El-Assad. Dans ces conditions, la formation de zones-tampons ou autres corridors humanitaires est contreproductive. Elles faciliteraient l'investissement des puissances extérieures et semblent déjà dépassées puisque l'opposition syrienne bénéficie aujourd'hui d'espaces qu'elle contrôle au moins partiellement. En revanche, il est utile de relayer les initiatives de la Ligue arabe auprès des Nations unies pour sortir de la logique de régionalisation du conflit et isoler diplomatiquement la Syrie, même s'il faut pour cela faire des concessions à la Russie et à la Chine. En dernier lieu, assurer la transition en Syrie demande de se montrer attentif au destin des communautés qui se sentent aujourd'hui menacées. Chercher à les rassurer peut permettre d'éviter qu'elles lient irrémédiablement leur destin à un régime entré dans une logique nihiliste.